

LE TEMPS

GENÈVE ABONNÉ

Anne Emery-Torracinta, une fin de mandat sous haute tension

A un an des élections cantonales, la cheffe de l'école genevoise est éclaboussée par le scandale des maltraitances au foyer de Mancy dont elle affirme n'avoir été mise au courant que tardivement



Anne Emery-Torracinta, présidente du Conseil d'Etat, s'exprime lors d'une conférence de presse du Conseil d'Etat, dimanche 1er novembre 2020 à Genève. — © MARTIAL TREZZINI / keystone-sda.ch



Sylvia Revello

Publié mercredi 2 février 2022 à 18:45
Modifié jeudi 3 février 2022 à 08:41

Elle ne pouvait pas imaginer pire scénario. A un an des élections cantonales genevoises, le scandale du foyer de Mancy bouscule la fin de mandat d'Anne Emery-Torracinta. Si la cheffe du Département de l'instruction publique (DIP) ne se représente pas – après deux législatures, son parti le lui interdit – le caractère particulièrement émotionnel de l'affaire, impliquant des violences sur des enfants autistes, résonne douloureusement avec sa propre histoire, elle qui s'était fait élire en portant le message de l'école inclusive. Mère d'une fille autiste, la conseillère d'Etat avait présenté ce dossier comme prioritaire. Il est aujourd'hui embourbé.

Sur le fond, l'affaire vient ternir un bilan déjà passablement écorné. La droite vient de faire aboutir de justesse un référendum sur la réforme du cycle d'orientation, projet phare de la magistrature socialiste. La population tranchera le 15 mai. Quant à sa volonté d'introduire le numérique dans le cursus scolaire, la seconde version présentée, après un premier rejet cinglant, n'a toujours pas obtenu l'aval du Grand Conseil et fait face à une pétition. Début 2021, Anne Emery-Torracinta a également dû affronter la colère des directeurs de collèges qui accusaient la direction générale de les brider.

Lire aussi: [Anne Emery-Torracinta, les tourments d'une ministre hésitante](#)

Sur la forme, la crise illustre les failles d'une femme politique jugée volontariste et fiable dans sa maîtrise des dossiers, mais aussi austère, obsédée par le contrôle et souvent fermée dans ses approches. «Un style maîtresse d'école qui agace autant que sa tendance à faire sauter les fusibles lorsque les choses tournent mal», glisse une source au sein du DIP. Dans le cas présent: la directrice générale de l'Office médico-pédagogique (OMP) dont dépend le foyer de Mancy, suspendue en décembre dernier. En 2018 déjà, la conseillère d'Etat avait sacrifié sa secrétaire générale, Marie-Claude Sawerschel, pour résoudre un conflit d'intérêt qui lui était reproché. Quelques mois plus tôt, l'affaire Ramadan avait par ailleurs révélé un manque de tact et de sens politique chez la magistrate. Pour Waël Almoman, membre du bureau de l'Union du corps enseignant secondaire genevois, cet épisode a créé un «traumatisme» chez la conseillère d'Etat. «A partir de ce moment-là, elle a eu peur que de vieilles affaires ressortent. On a senti une volonté accrue de tout contrôler, d'être au courant de tout», raconte-t-il, soulignant que ce serrage de vis a détérioré leur relation de confiance.

Crise de gouvernance

Si les responsabilités des uns et des autres doivent encore être déterminées, le scandale de Mancy donne l'image d'un département sclérosé, incapable de faire face à des dysfonctionnements de nature pénale, où les informations circulent mal et où tout le monde se renvoie la patate chaude en cas de catastrophe. «Face aux critiques, elle tient bon, dit qu'elle a fait tout juste, que ses services fonctionnent, mais on la sent très atteinte», réagit le député du Centre Bertrand

Buchs, pour qui la responsabilité de l'Etat est de toute manière engagée. En affirmant mordicus avoir tout ignoré des maltraitances jusqu'en mars 2021, Anne Emery-Torracinta donne l'impression d'une magistrate loin du terrain, voire hors du système, juge pour sa part la députée MCG Ana Roch. «Quand le problème arrive chez elle, il est souvent trop tard, déplore-t-elle. Face à des faits d'une telle gravité, on ne peut pas se contenter de dire que l'Etat a failli.»

Sa manière de gérer un département mammouth, réputé difficile car très exposé, fait également réagir. «Face au parlement, elle se montre parfois cinglante, autoritaire», juge la députée PLR Natacha Buffet-Desfayes, par ailleurs enseignante, citant l'exemple de la réforme du CO. «En imposant sa vision sans conditions, elle a crispé la droite.»

Lire aussi: [Anne Emery-Torracinta: «Mon erreur a été de croire que le problème ne concernait qu'un seul enfant»](#)

Au sein du DIP, les collaborateurs n'osent pas s'exprimer à visage découvert mais certains évoquent une «peur absolue du faux pas» qui paralyse un département déjà renfermé sur lui-même. «Ce n'est pas la première fois que le DIP est confronté à une crise, indique une source. La plupart du temps, les choses se tassent parce qu'untel est déplacé, ou qu'un autre finit par se taire. De son côté, la direction générale campe sur ses positions: c'est circulez, il n'y a rien à voir. L'écho du terrain, c'est qu'on étouffe les problèmes.»

Pour Natacha Buffet-Desfayes, ce fonctionnement a pu conduire aux dysfonctionnements de Mancy: «Quand dans la chaîne de responsabilités, tout le monde se tait par peur de se faire taper sur les doigts, ça ne fait qu'aggraver la situation, estime-t-elle. Avant de signer le référendum contre la réforme du cycle, certains enseignants m'ont demandé s'ils risquaient quelque chose.»

Si les deux sièges socialistes au Conseil d'Etat ne semblent à ce stade pas menacés, il en va autrement de l'ascendant du parti sur le DIP qu'il contrôle depuis vingt ans. A droite, on réclame désormais une reprise en main. «Il est temps d'imposer une nouvelle vision de l'école qui se traduise par de réels changements sur le terrain», juge le président du PLR genevois Bertrand Reich, soulignant par ailleurs que l'Etat doit commencer par appliquer à lui-même le contrôle qu'il impose aux entités subventionnées. Pour Bertrand Buchs, il y a un gros travail de réforme à effectuer au sein d'un département «où les postes sont distribués en fonction des appartenances politiques, où les syndicats semblent faire la loi».

L'instruction publique, une «proie facile»

Alors que la crise enfle, le malaise est perceptible à gauche. En tant qu'ancien président du PS genevois, Gérard Deshusses, pourtant fin connaisseur de l'école genevoise, invoque son devoir de réserve. De son côté, l'ex-conseiller administratif Manuel Tornare juge prématuré de commenter l'affaire tant que les multiples enquêtes ne sont pas terminées. «Dresser le bilan d'une magistrate à partir des dysfonctionnements d'un foyer est un peu rapide, elle garde toute ma confiance», réagit pour sa part le député socialiste Romain de Sainte Marie, sans nier la gravité des faits. A ses yeux, le PLR tente de tirer profit de la situation en vue des élections de 2023: «L'instruction publique est un terrain essentiel, cher à la gauche, mais aussi une proie facile aux critiques», déplore-t-il, redoutant une politique de la terre brûlée.

Lire aussi: [EXCLUSIF – Des enfants autistes maltraités dans l'impunité au foyer de Mancy](#)

Cheffe de groupe des Vert-e-s et présidente de la Fédération genevoise des associations de personnes handicapées, la députée Marjorie de Chastonay se dit à la fois furieuse et bouleversée. «Si l'enquête devait montrer que la magistrate avait connaissance de maltraitances et n'a pas réagi, je serais extrêmement déçue surtout que je connais sa sensibilité au monde du handicap», souligne-t-elle, déplorant d'ores et déjà un dégât d'image pour la gauche.

En filigrane, l'affaire révèle aussi le manque de cohésion au sein du Conseil d'Etat où le chacun pour soi semble prévaloir. Alors que dans l'affaire Adeline en 2013, le collège avait fait bloc, Anne Emery-Torracinta est aujourd'hui bien seule à tenter d'éteindre l'incendie.